2. Flux financiers

Antoine Brawand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1174>

DOI : 10.4000/aspd.1174

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1984

Pagination : 280-298

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Antoine Brawand, « 2. Flux financiers », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 4 | 1984, mis en ligne le 03 février 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1174> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1174>

2. FLUX FINANCIERS

TRAITS MARQUANTS

a) Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement (Tableaux 2.1.)

Les flux suisses de capitaux destinés aux pays en développement avaient connu une croissance très forte au cours des années 1970, non seulement en valeur nominale, mais par rapport au produit national brut (PNB). L'augmentation provenait essentiellement du secteur privé. La hausse s'est arrêtée en 1979; elle a été suivie d'un recul important. Les mouvements de capitaux vers les pays en développement sont néanmoins restés élevés. En 1982 et en 1983, on a constaté une reprise imputable toutefois à une catégorie très instable et mal définie de mouvements de capitaux, les flux bancaires (voir ci-après, lettres c et d). Abstraction faite de ces derniers, le repli commencé en 1980 s'est poursuivi.

La structure des flux financiers suisses diffère fortement de celle de l'ensemble des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. En 1983, les capitaux privés (y compris les flux bancaires) ont représenté 89 % des flux financiers suisses vers les pays en développement (CAD : 50 %). L'aide publique au développement a occupé une place marginale (9 %). Cependant, en faisant abstraction des flux bancaires, elle a quand même atteint presque 20 % des flux financiers suisses.

La Suisse avait pourtant légèrement accru l'aide publique au cours des années 1970, en termes réels et en pourcent du produit national brut (PNB). Elle s'était un peu rapprochée de la moyenne du CAD située à mi-chemin de l'objectif de 0,7 % du PNB fixé par les Nations Unies. Cette modeste progression a repris en 1983. Le Conseil fédéral prévoit que l'Aide publique au développement versée par la Confédération atteindra 0,31 % du PNB de la Suisse en 1987 (1).

1. Rapport sur les grandes lignes de la politique gouvernementale 1983-1987, *Feuille fédérale 1984*, vol. I, pp. 197-200. L'objectif est notamment rappelé dans le Message concernant la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement, du 19.3.84, *Feuille fédérale 1984*, vol. II, pp. 39-42.

b) Relations entre le produit national brut (PNB), les flux de capitaux privés et l'aide publique au développement (Tableau 2.2.)

Il ressort de la comparaison entre les pays membres du CAD qu'il n'existe pas de corrélation significative entre le PNB par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement. Il n'y a pas non plus de lien entre ces deux dernières variables. Ce fait apparaît encore mieux lorsqu'on compare les flux émis (en proportion du PNB) par des économies de taille semblable. Les cas de la Suède et de la Suisse sont intéressants : pour les flux privés, notre pays arrive au premier rang, mais pour l'aide publique il s'est situé au treizième rang en 1983. Au cours de la même année, la Suède a occupé le onzième rang pour les flux privés et le troisième rang pour l'aide publique au développement.

c) Flux de capitaux privés (Tableaux 2.3.)

Au cours des années 1970, les investissements de portefeuille (souscriptions d'obligations notamment) et les flux bancaires avaient augmenté le plus fortement. Les investissements directs avaient perdu la première place, sans cesser pour autant de croître. Ce changement de structure manifestait l'extension de l'économie du crédit international.

En 1980, la baisse des mouvements nets de capitaux à destination des pays en développement fut plus marquée dans le cas de la Suisse que pour la moyenne des membres du CAD. Les flux suisses sont néanmoins restés, par rapport au PNB, beaucoup plus élevés que ceux des autres pays. Tombés à 2,0 % du PNB en 1981, ils sont même remontés à 2,8 % en 1982-83. Cette dernière fluctuation ne semble toutefois pas manifester la tendance effective. En effet, abstraction faite des flux bancaires (1), les mouvements suisses de capitaux privés ont régulièrement décliné depuis 1980. Quant à l'ensemble des pays membres du CAD, leurs flux de capitaux privés étaient tombés en 1980 à 0,57 % du PNB. Après une brève remontée, ils sont tombés encore plus bas en 1983 (0,45 % du PNB).

d) Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés (Tableaux 2.4.)

L'absence d'une statistique des flux financiers aller et retour, par catégories, par branches économiques et par pays gêne considérablement l'analyse !

1. La statistique des flux bancaires nets que la Suisse déclare au CAD ne distingue pas les opérations à court et à long termes. En outre, les flux pris en considération n'étant pas définis assez clairement, les chiffres ne peuvent pas être comparés à ceux de la Banque nationale suisse (voir ci-après, lettre e : Aperçu des relations financières avec le monde).

Des chiffres déclarés par la Suisse ressortent toutefois quelques traits marquants des flux financiers privés destinés aux pays en développement :

- Traditionnellement, la majeure partie des **investissements directs** suisses se dirigeait vers quelques pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique et Argentine) et d'Europe méridionale (Espagne). Ces pays sont fortement insérés dans l'économie mondiale et leur marché intérieur est important. En 1982 et en 1983, les investissements à destination de l'Asie, qui avaient beaucoup progressé en 1981 et 1982, ont brusquement chuté en 1983. Enfin, les investissements relativement peu importants faits en Afrique se sont récemment accrus. En ce qui concerne l'Europe, précisons que l'Espagne ayant été exclue de la statistique en 1983 et que le montant des investissements faits dans ce pays n'ayant jamais été déclaré séparément, toute comparaison avec les années antérieures serait vaine. Pour terminer, rappelons que les investissements directs de la Suisse dans les pays en développement représentent, semble-t-il, environ un dixième de la valeur totale investie à l'étranger.

Les filiales des entreprises suisses emploient environ 140.000 personnes dans les pays en développement (Espagne incluse), dont plus de la moitié en Amérique latine. La répartition entre les continents est relativement stable. Les parts de l'Asie et de l'Europe ont légèrement progressé.

- Les **crédits à l'exportation** avaient beaucoup augmenté au cours des années 1970. En 1981 et 1982, les remboursements ont dépassé les nouveaux crédits, garantis ou non, de plus d'un an. (Le fait s'expliquerait en partie par l'enregistrement tardif d'une partie des remboursements effectués les années précédentes.) Pour 1983, les statistiques révèlent des tendances divergentes. Les nouveaux crédits (garantis ou non, de plus d'un an) ont légèrement dépassé les remboursements, tandis que le montant cumulé des garanties accordées par la Confédération a continué de régresser. Les chiffres concernant l'Amérique latine indiquent tous une croissance des crédits nets en 1983.

Malgré la baisse, en chiffres absolus, de l'encours des garanties assurées par la Confédération, la part des pays en développement a fortement progressé depuis 1980. Ce changement s'explique par le déclin de la garantie contre les risques monétaires accordée principalement pour les opérations de financement des exportations à destination des pays industrialisés.

On constate, enfin, une forte hausse, en chiffres absolus ou relatifs, des garanties concernant des crédits consentis à des pays à faibles revenus, c'est-à-dire à des pays dont le revenu moyen par habitant ne dépassait pas 600 dollars par habitant en 1980. Rappelons que selon l'article premier, 2e alinéa, de la loi sur la garantie contre les risques à l'exportation, la Confédération tient compte des principes fondamentaux de la politique suisse de développement lorsqu'elle garantit des crédits à l'exportation destinés aux pays les plus défavorisés.

- Les **emprunts sur le marché suisse des capitaux** (émission d'obligations et de reconnaissances de dettes à moyen terme) avaient connu la croissance la plus rapide au cours des années 1970. Le recul intervenu depuis 1980 concerne les emprunts bilatéraux alors que la Banque mondiale et les banques régionales de développement ont pu recourir davantage au marché financier suisse jusqu'en 1982.
- Après une forte baisse en 1980, les **flux bancaires** ont triplé en 1981, sextuplé en 1982 et encore augmenté en 1983. Cependant, le haut degré d'agrégation de la statistique et le mélange des opérations à court et à long termes cachent les tendances effectives. On sait que les flux bancaires à court terme subissent des variations brusques. Le rôle des banques suisses dans le recyclage des capitaux pétroliers apparaît à travers quelques chiffres.

e) Aperçu des relations financières avec le monde (Tableaux 2.5.)

Selon la statistique des **exportations de capitaux soumises à autorisation** (montants de 10 millions de francs au moins) publiée par la Banque nationale suisse, les quatre cinquièmes des capitaux placés à l'étranger se sont dirigés en 1983 vers les pays industrialisés et moins d'un cinquième vers les pays en développement. En 1980, la part de ces derniers avait presque atteint le quart des placements à l'étranger. Ces informations replacent les flux financiers déclarés au Comité d'aide au développement dans leur contexte général.

La Banque nationale suisse publie aussi une statistique **des avoirs et des engagements à l'étranger des banques et des sociétés financières établies en Suisse**. La BNS distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan) des opérations qu'elles réalisent pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires). Les transactions effectuées à l'étranger par les comptoirs des banques suisses sont comprises dans la statistique. Les chiffres doivent être interprétés avec prudence. En effet, la position nette d'un pays est établie sur la base du domicile des débiteurs ou des créanciers connus, qui ne sont pas obligatoirement les débiteurs ou les créanciers effectifs. L'internationalisation des marchés financiers et l'émergence de centre "offshore" affaiblissent aussi la pertinence des statistiques nationales.

Le total des avoirs inscrits aux **bilans** des banques et des sociétés financières suisses s'élevait à 248 milliards de francs au 31 décembre 1983, celui des engagements à 207 milliards et le solde à 41 milliards. Quelle était alors la position des pays en développement? Les avoirs des banques suisses dans ces pays atteignaient approximativement 49 milliards (20 % du total) et les engagements 55 milliards (27 % du total). Le solde laissait donc apparaître un excédent des engagements d'environ 6 milliards. Au niveau régional, on peut distinguer des positions débitrices nettes (Amérique latine surtout) et crédi-

trices nettes (pays pétroliers du Moyen Orient, zone des Caraïbes, y compris Panama).

Considérons maintenant les résultats des opérations effectuées pendant l'année 1983. Les avoirs nets des banques et des sociétés financières suisses ont augmenté de 15 milliards dans les pays industrialisés tandis que les engagements nets dans des pays en développement progressaient d'environ 7 milliards. Voici les zones du Tiers Monde qui ont le plus alimenté ces flux nets de capitaux : l'Amérique latine (2,0 milliards), l'Afrique (1,5 milliards) et les Caraïbes (3,6 milliards). Ce dernier chiffre reflète surtout les opérations des centres financiers "offshore" implantés dans la zone des Caraïbes.

La statistique des avoirs et des engagements à titre fiduciaire présente des déséquilibres encore plus frappants. Le total des avoirs placés par les banques et par les sociétés financières suisses pour le compte de leurs clients s'élevait à 180 milliards de francs au 31 décembre 1983, le total des engagements à 164 milliards et le solde à 16 milliards. Les placements dans des pays en développement (surtout dans la zone des Caraïbes) atteignaient 15 milliards (8 % du total) et les engagements 83 milliards (51 % du total). Le solde laissait donc apparaître un excédent des engagements de 68 milliards. Au niveau régional, tous les pays en développement avaient des positions créditrices nettes, en particulier le Moyen Orient et la zone des Caraïbes.

En 1983, les avoirs nets à titre fiduciaire dans les pays industrialisés ont augmenté de 12 milliards tandis que les engagements nets envers des pays en développement progressaient de 13 milliards. Les fonds provenaient principalement du Moyen Orient et des Caraïbes.

Les chiffres étant approximatifs et ne renseignant pas sur les relations indirectes entre les débiteurs et les créanciers, ils donnent seulement une image très floue des rapports des banques suisses avec le monde. Ils permettent néanmoins de dégager **quelques traits caractéristiques** qui semblent bien démentir, dans une très grande mesure, l'idée largement répandue d'une redistribution des capitaux entre les régions excédentaires et les régions déficitaires. En 1983, alors que beaucoup de pays en développement se trouvaient toujours dans une situation financière inextricable, près de 24 milliards de francs en provenance du Tiers Monde (y compris de centres financiers "offshore") ont été confiés à des banques suisses (dont 14 milliards à titre fiduciaire). Celles-ci ont seulement placé un peu plus de 3 milliards (dont 1 milliard de fonds fiduciaires) dans le Tiers Monde (notamment dans des centres "offshore"). Les autres capitaux (un peu plus de 20 milliards de francs) ont été déposés principalement auprès de banques établies dans les grandes places financières occidentales, en particulier à Londres.

REMARQUES

a) Interprétation des chiffres

Les statistiques des mouvements internationaux de capitaux sont fragmentaires. En ce qui concerne les relations financières de notre pays, la Banque nationale publie une balance (globale) des revenus. Elle fournit également des indications sur les exportations de capitaux (celles qui sont soumises à autorisation) et sur les avoirs et engagements bancaires envers l'étranger (voir tableaux 2.5.).

L'administration fédérale fournit chaque année des indications détaillées, mais valables seulement pour les relations avec les pays en développement, au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à Paris. Le lecteur trouvera aux tableaux 2.1. à 2.4. un aperçu des chiffres rendus publics qui concernent la Suisse et l'ensemble des pays membres du CAD.

Le recensement effectué par le CAD est incomplet; il concerne principalement les opérations financières réalisées par les agents économiques des pays membres. Il en découle des distorsions importantes :

- Les statistiques indiquent les ressources financières mises à la disposition des pays en développement. Les flux de capitaux autres que ceux provenant de remboursements, qui résultent d'opérations financières effectuées par les résidents des pays en développement ne sont pas comptés.
- Les apports nets de ressources (appelés aussi versements nets ou encore flux nets) ne correspondent pas à des transferts nets. Les remboursements et les rapatriements de capitaux sont déduits, mais pas les paiements d'intérêts et de dividendes. Les réinvestissements de bénéfices sont comptés comme des apports de ressources.

Les statistiques du CAD surestiment donc les ressources mises à la disposition des pays en développement et sous-estiment les flux inverses. Une partie des sorties de capitaux déclarés par les pays membres sont des réexportations. Cette remarque s'applique tout particulièrement à la place financière suisse.

Il est utile de se souvenir de ces distorsions au moment de consulter les tableaux statistiques. La plupart des données dont nous avons pu disposer provenant du CAD, il n'a pas été possible de modifier les définitions qu'il a adoptées. Nous avons cependant indiqué les mouvements de capitaux privés avant l'aide publique au développement. Les flux financiers les plus importants apparaissent ainsi au début.

b) Classification des pays

La classification des pays correspond également aux normes du CAD. Elle diffère sensiblement des classifications que l'ONU (ou même l'OCDE) ont retenues pour leurs statistiques du commerce international. Le monde en développement défini par le CAD est beaucoup plus grand. Il comprend aussi des pays d'Europe méridionale (Portugal, Gibraltar, Malte, Yougoslavie, Grèce, Chypre et Turquie) et deux pays socialistes d'Asie (la Chine et le Vietnam). Dans les documents du CAD, l'Espagne ne figure désormais plus parmi les pays en développement. Il importe de tenir compte de ces différences de classification dans les comparaisons entre les statistiques du commerce (section 1) et celles des flux financiers (section 2). Pour plus de précisions, voir point 4.2.

c) Taux de change

Francs suisses pour 1 dollar :

1981 : 1,9637

1982 : 2,0303

1983 : 2,0992

2.1. APERÇU GENERAL DES FLUX FINANCIERS DESTINÉS AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR LA SUISSE (1981, 1982 et 1983)

Catégories	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	En millions de francs			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	3.888,5	5.847,2	6.023,3	2,00	2,85	2,82
Aide publique au développement (2)	465,1	489,6	574,3	0,24	0,24	0,27
Autres apports publics (3)	29,1	13,2	33,0	0,02	0,01	0,02
Dons des organismes privés bénévoles (4)	105,6	98,4	100,7	0,05	0,05	0,05
Total	4.488,3	6.448,4	6.731,3	2,31	3,14	3,15
dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché</i> (= 1 + 3)	3.917,6	5.860,4	6.056,3	2,02	2,86	2,83
<i>conditions libérales</i> (= 2 + 4)	570,7	588,0	675,0	0,29	0,29	0,32
PNB de la Suisse	193.975,0	205.170,0	213.690,0	100,0	100,0	100,0

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (voir indications sous le tableau suivant).

Le **produit national brut** (PNB) de la Suisse est estimé aux prix (courants) du marché. Les chiffres figurant dans le tableau correspondent aux statistiques parues dans *La Vie économique*. Les pourcentages ont été calculés sur cette base.

Dans les statistiques de l'OCDE, l'aide publique suisse au développement a été estimée à 0,24 % du produit national brut en 1981 (comme ci-dessus), à 0,25 % en 1982 (au lieu de 0,24 %) et à 0,32 % en 1983 (au lieu de 0,27 %). En 1982, la Suisse a commencé à s'acquitter de certaines contributions à des institutions internationales par l'émission de "notes" dont l'encaissement intervient ultérieurement. Dans sa réponse au questionnaire du Comité d'aide au développement concernant les versements effectués au titre de l'APD, la Suisse a dû déclarer les montants des "notes" émises, alors que dans les Comptes de la Confédération ne sont comptabilisés que les montants effectivement déboursés.

Sources :

- DDA, *Recueil de statistiques*, août 1984, tableau A.1. et corrections communiquées en octobre 1984.
- *La Vie économique*, octobre 1984.

2.1. APERÇU GENERAL DES FLUX FINANCIERS DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

B. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1981, 1982 et 1983)

Catégories	1981	1982	1983 p	1981	1982	1983 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	57.235	46.425	34.300	0,78	0,64	0,45
Aide publique au développement (2)	25.540	27.731	27.458	0,35	0,38	0,36
Autres apports publics (3)	6.606	7.414	5.029	0,09	0,10	0,07
Dons des organismes privés bénévoles (4)	2.005	2.317	2.344	0,03	0,03	0,03
Total	91.387	83.886	69.131	1,25	1,15	0,91
dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché</i> (= 1 + 3)	<i>63.841</i>	<i>53.839</i>	<i>39.329</i>	<i>0,88</i>	<i>0,74</i>	<i>0,52</i>
<i>conditions libérales</i> (= 2 + 4)	<i>27.545</i>	<i>30.048</i>	<i>29.802</i>	<i>0,38</i>	<i>0,41</i>	<i>0,39</i>
PNB des pays du CAD	7.292.500	7.264.900	7.559.500	100,00	100,00	100,00

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les **flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché en provenance de l'économie privée. Différentes formes de flux privés sont présentées dans les tableaux des sections 2.3. et 2.4.
- L'**aide publique au développement** (APD) représente l'ensemble des flux financiers vers les pays en développement et les institutions multilatérales de financement en provenance de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.
- Les **autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par les collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions de faveur. Dans le cas de la Suisse, il s'agit principalement de prêts de consolidation de dettes consentis par la Confédération.
- Les **dons des organismes privés bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif.

Sources :

OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1983, Annexe statistique, et informations communiquées en octobre 1984. 3

2.2. RELATIONS ENTRE LE PRODUIT NATIONAL BRUT, LES FLUX NETS DE CAPITAUX PRIVES ET L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

A. COMPARAISONS ENTRE LES PAYS MEMBRES DU CAD (1983) p

Pays membres du Comité d'aide au développement	Produit national brut (PNB)			Flux nets de capitaux privés				Flux nets d'aide publique				
	Montant		PNB par habitant	Montant		Part PNB	Montant		Part PNB			
	Mio \$	%		Mio \$	%		Mio \$	%				
				Dollars	Rang							
Etats-Unis	3.310,5	43,8	14.120	2	13.580	39,6	0,41	8	7.992	29,1	0,24	15
Japon	1.156,3	15,3	9.700	9	2.918	8,5	0,25	10	3.761	13,7	0,33	12
Rép. féd. d'Allemagne	654,0	8,7	10.850	5	2.857	8,3	0,44	7	3.176	11,6	0,49	8
France (1)	515,1	6,8	9.460	11	5.016	14,6	0,97	2	3.815	13,9	0,74	4
Royaume-Uni	456,8	6,0	8.160	15	3.832	11,2	0,84	4	1.605	5,8	0,35	10
Italie	350,0	4,6	6.160	17	639	1,9	0,18	13	826	3,0	0,24	16
Canada	315,4	4,2	12.660	4	582	1,7	0,18	12	1.429	5,2	0,45	9
Australie	153,8	2,0	10.010	8	51	0,1	0,03	15	753	2,7	0,49	7
Pays-Bas	131,2	1,7	9.140	12	848	2,5	0,65	5	1.195	4,4	1,08	1
Suisse (2)	100,9	1,3	15.430	1	2.869	8,4	2,84	1	320	1,2	0,32	13
Suède	88,7	1,2	10.650	5	207	0,6	0,23	11	754	2,7	0,85	3
Belgique	81,6	1,1	8.270	14	365	1,1	0,45	6	480	1,7	0,59	6
Autriche	67,2	0,9	8.860	13	-35	-0,1	-0,05	16	158	0,6	0,23	17
Norvège	55,0	0,7	13.320	3	74	0,2	0,13	14	584	2,1	1,06	2
Danemark	54,4	0,7	10.630	7	485	1,4	0,89	3	395	1,4	0,73	5
Finlande	46,5	0,6	6.590	10	-4,4	-0,1	-0,09	17	153	0,6	0,33	11
Nouvelle-Zélande	21,9	0,3	6.780	16	55	0,2	0,26	9	61	0,2	0,29	14
Total	7.559,5	100,0	11.010		34.300	100,0	0,45		27.458	100,0	0,36	

1. Sans les départements et territoires d'outre-mer, les flux français d'aide publique au développement ont atteint 2.500 millions de dollars, soit 0,47 % du PNB de la France.

2. Les versements d'aide publique au développement déclarés par la Suisse à l'OCDE comprennent les montants des "notes" émises mais dont l'encassement intervient plus tard (voir également notes des tableaux 2.1.A et 3.5). Si l'on tient compte des déboursements effectifs (au moment des tirages), l'APD suisse a atteint en 1983 274 millions de dollars, soit 0,27 % du PNB.

Sources : OCDE, chiffres provisoires communiqués en octobre 1984.

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR LA SUISSE (1981, 1982 et 1983)

Catégories	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	En millions de francs			En % du PNB		
Investissements directs	667,7	419,5	282,8	0,34	0,20	0,13
Crédits à l'exportation	-34,8	-38,5	143,0	-0,02	-0,02	0,07
Investissements de portefeuille	2.758,8	2.331,2 ⁽¹⁾	1.811,6 ⁽¹⁾	1,42	1,14 ⁽¹⁾	0,85 ⁽¹⁾
Flux bancaires	496,8	3.135,0	3.785,9	0,26	1,53	1,77
Total	3.888,5	5.847,3	6.023,3	2,00	2,85	2,82
PNB de la Suisse	183.975	205.170	213.690	100,00	100,00	100,00

1. Remboursements des emprunts de pays en développement non compris (voir tableau 2.4.C.1.).

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les flux d'**investissements directs** correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transferts de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est fondée sur les données communiquées par les entreprises.
- Les **crédits à l'exportation** sont des prêts, garantis ou non, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays bailleur de fonds.
- Les **investissements de portefeuille** comprennent deux types de flux :
 - Les apports bilatéraux : souscription d'obligations, de reconnaissances de dettes ("notes"), achat d'actions ordinaires (sans prise de participation), achat de biens immobiliers de caractère non commercial, etc.
 - Les apports multilatéraux : souscription d'obligations émises par les organisations internationales de développement, prêts, etc.
- Les **flux bancaires** représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes et leurs filiales à l'étranger vis-à-vis des pays en développement. Les opérations fiduciaires ne sont pas comptées.

Pour davantage de précisions concernant ces quatre catégories de flux, voir notes au bas des tableaux de la section 2.4.

Sources :

- DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.
- *La Vie économique*, octobre 1984.

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)**B. MOUVEMENTS NETS DECLARES
PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1981, 1982 et 1983)**

Catégories	1981	1982	1983 p	1981	1982	1983 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Investissements directs	15.382	10.253	6.287	0,21	0,14	0,08
Crédits à l'exportation	10.549	7.328	5.196	0,14	0,10	0,07
Investissements de portefeuille	31.303	28.843	22.818	0,43	0,40	0,30
Total	57.235	46.425	34.300	0,78	0,64	0,45
PNB des pays du CAD	7.292.500	7.264.900	7.559.500	100,00	100,00	100,00

Note :

La définition des rubriques est la même que celle du tableau précédent (classification établie par le CAD), mis à part les flux bancaires qui sont inclus ici dans les autres catégories de flux de capitaux privés.

Sources : OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1983, Annexe statistique, et informations communiquées en octobre 1984.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS

1. Mouvements nets (1) par continents (1981, 1982 et 1983)

Continents (pays en développement)	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	En millions de francs			En % du total		
Afrique	24,0	36,7	40,9	3,6	8,8	14,4
Amérique	430,0	227,0	189,9	64,4	54,1	67,2
Asie	126,7	124,1	47,4	19,0	29,6	16,8
Europe (2)	87,0	31,6	4,6	13,0	7,5	1,6
Total	667,7	419,5	282,8	100,0	100,0	100,0

- Investissements bruts (y compris réinvestissements de bénéfices) moins rapatriement de capitaux (désinvestissements) = investissements nets. Les rapatriements de bénéfices ne sont pas pris en compte dans la statistique.
- Espagne comprise jusqu'en 1982.

2. Effectifs du personnel employé par les entreprises suisses dans les pays en développement (1981, 1982 et 1983)

Continents (pays en développement)	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	Nombre de personnes			En % du total		
Afrique	9.481	9.443	8.261	6,6	6,7	6,0
Amérique	82.256	78.312	76.123	57,7	55,8	55,1
Asie	28.662	28.738	30.217	20,1	20,5	21,8
Europe	22.191	23.952	23.648	15,6	17,0	17,1
Total	142.590	140.445	138.249	100,0	100,0	100,0

Source :

DDA et OFAEE, *Mémoire de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINEES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (suite)

B. CREDITS A L'EXPORTATION

1. Mouvements nets (1) par continents (1981, 1982 et 1983)
Crédits (garantis et non garantis) de plus d'un an

Continents (pays en développement)	1981	1982	1983
	En millions de francs		
Afrique	-21,4	17,4	207,7
Amérique	306,1	-41,4	124,2
Asie	-232,1	60,2	-45,2
Europe	-87,4	-74,7	-143,7
Total	-34,8	-38,5	143,0

1. Nouveaux crédits moins remboursements = crédits nets. Les intérêts ne sont pas déduits des apports de la Suisse.

Source : DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2. Montant des garanties assurées par la Confédération
Situation au 31 décembre 1981, 1982 et 1983

Groupes de pays	1981	1982	1983 p	1981	1982	1983 p
	En millions de francs			En % du total		
Pays en développement :						
Afrique	3.785	3.647	3.600	17,0	18,5	20,0
Amérique	3.299	3.139	3.500	14,8	15,9	19,4
Asie	5.388	4.755	4.300	24,2	24,1	23,9
Europe	2.180	2.078	2.000	9,8	10,6	11,1
Total	14.654	13.619	13.500	65,8	69,2	75,0
dont Pays à revenu faible (1)	1.870	2.300	2.400	8,4	11,7	13,3
Ensemble du monde	22.279	19.693	18.000	100,0	100,0	100,0

1. Selon l'article premier, 2e alinéa, de la loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation, la Confédération tient compte des principes fondamentaux de la politique suisse de développement lorsqu'elle garantit des crédits d'exportation destinés aux pays les plus défavorisés. Pour déterminer les cas auxquels cette disposition s'applique, le Conseil fédéral a retenu la catégorie des "pays à revenus faibles" (PRF) utilisée par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Dans ces pays, le revenu moyen par habitant n'excédait pas 600 dollars en 1980 d'après les indications de l'Atlas mondial de la BIRD. En 1981, cette catégorie comptait 52 pays; en 1982 et 1983, elle en comptait 67.

Source : OFAEE, Service de la garantie contre les risques à l'exportation (GRE). Documentation pour la presse concernant les comptes annuels du Fonds pour la GRE en 1981, 1982 et 1983.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (suite)

C. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

1. Emprunts nets (1) sur le marché suisse des capitaux (1981, 1982 et 1983)

Emprunteurs	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	En millions de francs			En % du total		
Institutions internationales de financement du développement (2)	1.676,0	2.001,1	1.391,6	60,8	85,8	76,8
Pays en développement	1.082,8	330,1 ⁽³⁾	420,0 ⁽³⁾	39,2	14,2 ⁽³⁾	23,2 ⁽³⁾
<i>Afrique</i>	-0,4	—	—	-0,0	—	—
<i>Amérique</i>	767,8	280,1	—	27,8	12,0	—
<i>Asie</i>	-2,9	—	200,0	-0,1	—	11,0
<i>Europe</i>	318,3	50,0	220,0	11,5	2,2	12,2
Total	2.758,8	2.331,2	1.811,6	100,0	100,0	100,0

1. Emprunts sous forme d'obligations et de reconnaissances de dette à moyen terme ("notes") que les banques placent auprès du public ou auprès de leurs principaux clients. Les montants empruntés par les pays en développement comprennent aussi des crédits bancaires.
Les chiffres figurant dans le tableau représentent en principe des mouvements nets de capitaux (nouveaux emprunts moins remboursements). La statistique ne prend pas en compte les paiements d'intérêts effectués par les débiteurs.
2. Banque mondiale et banques régionales de développement.
3. Remboursements non compris.

Source : DDA ET OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

D. FLUX BANCAIRES

1. Variations des avoirs nets (1) des banques vis-à-vis des pays en développement (1981, 1982 et 1983)

Continents (pays en développement)	1981	1982	1983
	En millions de francs		
Afrique	1.281,9	2.211,2	2.307,0
Amérique latine	2.780,0	4.344,8	4.273,0
Asie	-4.033,0	-4.819,7	-4.775,0
<i>Export. pétrole à</i>			
<i>excédents de capitaux (2)</i>	-3.755,0	-5.306,8	-3.927,8 ⁽³⁾
<i>Autres pays d'Asie</i>	-278,0	487,1	-847,2
Europe	467,9	1.398,7	1.980,9
Total	496,8	3.135,0	3.785,9

1. Variation annuelle des avoirs (moins engagements) à court et à long termes, qui figurent dans les bilans des banques établies en Suisse et de leurs comptoirs à l'étranger (bilans consolidés). Les opérations fiduciaires ne sont donc pas comptées. Cette statistique ne comprend ni les crédits à l'exportation (voir tableau 2.4.B.1.) ni les crédits bancaires compris dans le montant des emprunts sur le marché suisse des capitaux (voir tableau 2.4.C.1., note 1).
2. Pays de l'OPEP "à excédents de capitaux" (définition de la Banque mondiale) : Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Qatar.
3. Crédits à l'exportation non déduits.

Source : DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE

A. EXPORTATIONS SUISSES DE CAPITAUX SOUMISES A AUTORISATION (1)
(1981, 1982 et 1983)

Destination	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	En millions de francs			En % du total		
Pays industrialisés	23.794	29.129	32.486	73,9	77,6	80,8
dont :						
organisations européennes de développement (2)	892	1.099	867	2,8	2,9	2,2
Pays socialistes d'Europe	1.341	539	435	4,2	1,4	1,1
Pays socialistes d'Asie	102	0	0	0,3	0,0	0,0
Pays en développement	6.968	7.864	7.260	21,6	21,0	18,1
dont :						
OPEP	467	127	233	1,4	0,3	0,6
autres pays	4.508	3.711	3.438	14,0	9,9	8,6
organisations internationales de développement (3)	1.993	4.026	3.589	6,2	10,7	8,9
Total	32.205	37.532	40.181	100,0	100,0	100,0

1. Il s'agit de montants de 10 millions de francs au moins.
2. Banque européenne d'investissement (BEI), Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Euratom, Fonds de Rétablissement du Conseil de l'Europe, etc.
3. Banque mondiale et banques régionales de développement.

Source : BNS, *Bulletin mensuel*, août 1982, 1983 et 1984, tableaux 38.

Note :

Les exportations de capitaux soumises à autorisation (selon l'article 8 de la loi sur les banques) ont principalement eu lieu sous la forme d'emprunts étrangers, d'émissions de "notes" (reconnaisances de dettes), de crédits financiers et de crédits à l'exportation. La BNS précise à ce sujet : "une part importante des emprunts étrangers et des 'notes' est acquise par des non-résidents, et ne peut être considérée comme une véritable exportation de capitaux" (*Les banques suisses en 1979*, p. 39).

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (suite)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans

Situation au 31 déc. 1983 et augmentation du solde par rapport à 1982

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture	Augm. solde
	En millions de francs			Avoirs/Engag.	Mio fr.
Pays qui participent à l'enquête de la BRI (1) :	169.187	104.427	64.759	1,62	14.753
Rép. féd. d'Allemagne	14.605	8.480	6.124	1,72	-223
France	16.635	15.198	1.437	1,09	558
Royaume-Uni	52.844	29.421	23.423	1,80	8.208
Italie	7.642	10.359	-2.717	0,74	106
Belgique	7.082	4.266	2.816	1,66	228
Pays-Bas	5.890	2.893	2.997	2,04	757
Luxembourg	9.129	4.496	4.633	2,03	1.933
Autriche	5.268	2.599	2.669	2,03	-185
Danemark	2.111	479	1.632	4,41	-29
Suède	3.007	941	2.066	3,20	-428
Etats-Unis	31.281	22.542	8.739	1,39	2.421
Canada	5.056	1.149	3.907	4,40	326
Japon	8.637	1.603	7.034	5,39	1.081
Autres pays d'Europe occ. :	16.533	19.015	-2.482	0,87	-504
Norvège, Finlande	2.899	586	2.313	4,95	-239
Espagne	3.727	3.212	515	1,16	-369
Portugal	891	898	-7	0,99	-244
Liechtenstein	4.120	8.226	-4.106	0,50	501
Autres pays (2)	4.896	6.092	-1.196	0,80	-153
Autres pays industrialisés :	6.912	1.711	5.201	4,04	456
Rép. d'Afrique du Sud	3.396	1.278	2.659	3,08	213
Australie, Nouvelle-Zélande	2.976	433	2.543	6,87	243
Europe orientale (3)	4.211	1.097	3.114	3,84	-92
Zone des Caraïbes (4)	14.384	17.713	-3.330	0,81	-3.647
Amérique latine :	14.082	9.017	5.065	1,56	-2.047
Amérique centrale (5)	3.704	2.650	1.054	1,40	-858
Argentine	2.720	1.816	904	1,50	-228
Brésil	3.401	1.801	1.600	1,89	-366
Autres pays	4.257	2.750	1.507	1,55	-595
Afrique :	4.591	4.111	480	1,12	-1.475
Afrique du Nord (6)	816	802	14	1,02	-212
Autres pays	3.775	3.308	467	1,14	-1.264
Moyen-Orient :	6.504	15.474	-8.970	0,42	420
Israël	759	1.647	-888	0,46	-335
Liban	541	1.407	-866	0,38	-221
Autres pays (7)	5.204	12.420	-7.216	0,42	976
Asie :	9.586	9.107	478	1,05	-360
Inde	218	745	-527	0,29	-182
Pakistan	42	295	-253	0,14	-148
Singapour	4.452	2.563	1.889	1,74	419
Rép. pop. de Chine	103	606	-503	0,17	-258
Autres pays d'Asie (et d'Océanie)	4.770	4.898	-128	0,97	-191
Métaux précieux	2.224	25.519	-23.295	0,09	-1.885
TOTAL (8)	248.212	207.190	41.022	1,20	5.618

Voir notes après le prochain tableau.

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (fin)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire
Situation au 31 déc. 1983 et augmentation du solde par rapport à 1982

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture	Augm. solde
	En millions de francs			Avoirs/Engag.	Mio fr.
Pays qui participent à l'enquête de la BRI (1) :	162.997	50.946	112.051	3,20	16.928
Rép. féd. d'Allemagne	5.691	4.667	1.024	1,22	242
France	15.214	10.617	4.597	1,43	2.205
Royaume-Uni	54.723	9.808	44.915	5,58	10.457
Italie	1.473	12.972	-11.499	0,11	248
Belgique	18.213	3.823	14.290	4,84	4.091
Pays-Bas	24.112	1.527	22.585	15,79	504
Luxembourg	32.589	1.156	31.433	28,19	528
Autriche	2.155	943	1.212	2,29	-246
Danemark	208	72	136	2,90	-88
Suède	354	227	127	1,56	-47
Etats-Unis	5.411	3.552	1.859	1,52	-1.316
Canada	2.842	1.096	1.747	2,59	446
Japon	12	388	-376	0,03	-97
Autres pays d'Europe occ. :	1.800	29.418	-27.618	0,06	-4.931
Norvège, Finlande	284	157	128	1,81	54
Espagne	77	3.945	-3.868	0,02	-513
Portugal	131	1.386	-1.255	0,09	-16
Liechtenstein	307	15.925	-15.618	0,02	-1.125
Autres pays (2)	1.000	8.005	-7.005	0,12	-3.331
Autres pays industrialisés :	485	745	-260	0,65	-22
Rép. d'Afrique du Sud	16	410	-394	0,04	-91
Australie, Nouvelle Zélande	469	334	134	1,40	69
Europe orientale (3)	60	81	-21	0,74	32
Zone des Caraïbes (4)	11.509	25.340	-13.831	0,45	-3.738
Amérique latine :	1.661	10.261	-8.601	0,16	-501
Amérique centrale (5)	167	1.907	-1.740	0,09	121
Argentine	589	3.661	-3.072	0,16	-536
Brésil	235	2.106	-1.871	0,11	-129
Autres pays	670	2.587	-1.918	0,26	42
Afrique :	589	6.653	-6.064	0,09	-753
Afrique du Nord (6)	48	1.454	-1.406	0,03	-262
Autres pays	542	5.199	-4.657	0,10	-491
Moyen-Orient :	827	34.740	-33.913	0,02	-6.370
Israël	155	1.625	-1.469	0,10	-273
Liban	15	4.169	-4.154	0,00	-853
Autres pays (7)	657	28.947	-28.289	0,02	-5.244
Asie :	400	6.087	-5.687	0,07	-1.960
Inde	0	841	-841	0,00	-112
Pakistan	0	612	-612	0,00	-142
Singapour	90	1.044	-954	0,09	-411
Rép. pop. de Chine	3	81	-79	0,03	-74
Autres pays d'Asie (et d'Océanie)	307	3.509	-3.202	0,09	-1.221
TOTAL	180.328	164.272	16.056	1,10	-1.316

Voir notes page suivante.

Notes des tableaux 2.5.B.1. et 2.5.B.2.

1. Pays qui participent à l'enquête de la Banque des règlements internationaux (BRI) sur les capitaux bancaires internationaux, Irlande non comprise.
2. Andorre, Gibraltar, Grèce, Irlande, Islande, Yougoslavie, Malte, Monaco, Turquie, Vatican, Chypre.
3. Albanie, Bulgarie, Rép. dém. allemande, Pologne, Roumanie, URSS, Tchécoslovaquie, Hongrie.
4. Antilles Néerlandaises, Îles Bahamas, Îles Bermudes, Îles Cayman, Rép. dominicaine, Haïti, Jamaïque, Îles Vierges, Cuba, Indes occidentales, Trinidad/Tobago, Panama.
5. Mexique, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica.
6. Maroc, Algérie, Tunisie.
7. Irak, Iran, Jordanie, Koweït et autres territoires du golfe Persique, Arabie saoudite, Syrie, Yémen, Libye, Egypte.

Note du tableau 2.5.B.1.

8. Y compris les opérations réalisées par les comptoirs à l'étranger des banques suisses; ces opérations forment le 40,5 % de l'ensemble des avoirs à l'étranger et le 41,4 % de l'ensemble des engagements envers l'étranger.

Source : BNS, *Les banques suisses en 1983*, pp. 58-61.